

## MONDE

**Pas de photos de la dépouille d'Oussama Ben LADEN**, tué au Pakistan lors d'un raid d'un commando des « Navys Seals », les forces spéciales américaines. Tel en a décidé Barack OBAMA. La Maison blanche a estimé qu'elles pourraient déclencher des violences, menacer la sécurité des Etats-Unis et devenir un instrument de propagande. « *Nous ne voulons pas publier quelque chose qui pourrait être mal compris ou poser d'autres problèmes* », déclarait John BRENNAN, conseiller de Barack OBAMA pour l'antiterrorisme. John KERRY, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, a déclaré que la décision prise à propos des photos était « *absolument la bonne* ». Les tests ADN et les méthodes de reconnaissance faciale ont confirmé que le corps immergé en mer d'Oman était bien celui de Ben LADEN, assurent les autorités américaines.

**La traque anti-terroriste continue.** « *Je peux vous assurer que quel que soit celui qui prendra la place sera le numéro 1 sur notre liste.* » Déclaration de Leon PANETTA, directeur de la CIA. Le numéro 2 de la nébuleuse, l'Egyptien Ayman Al-ZAWAHIRI, devrait probablement remplacer Ben LADEN, mais peut-être pas très rapidement.

**Alain JUPPE : la France prendra le temps de la réflexion** pour tirer les conséquences de la mort d'Oussama Ben LADEN. Est-ce que cela conduira à un retrait d'Afghanistan avant 2014 ? « *C'est une des options à laquelle nous allons réfléchir. Les Américains y réfléchissent aussi d'ailleurs. Le but de notre présence en Afghanistan ce n'était pas d'éliminer Ben Laden, c'était et c'est toujours d'aider le gouvernement afghan à établir son autorité sur l'ensemble du territoire de l'Afghanistan et à assurer la paix et la démocratie à sa population* » Et Alain JUPPE d'ajouter : « *Malheureusement le résultat aujourd'hui n'est pas encore atteint. Est-ce que la mort de Ben Laden va nous permettre de progresser ? Je l'espère* ».

**Un suspect arrêté à Marrakech.** Ce sont les services de renseignement qui ont procédé à l'arrestation. Il s'agit d'un jeune homme aperçu par des témoins sur la terrasse du café Argana où l'attentat a fait la semaine dernière 16 morts, dont 8 Français. Il aurait quitté précipitamment le café, abandonnant deux sacs qui pourraient être à l'origine de l'explosion. Un second suspect serait interrogé.

**Répression massive en Syrie.** Plus de 1.000 Syriens ont été arrêtés ces derniers jours par les forces de sécurité. Ils ont été inculpés de « *dégradation du prestige de l'Etat* », une charge passible de trois ans de prison.

**Conseils aux Français :** Bien que les ressortissants étrangers ne soient pas jusqu'à présent directement menacés, les autorités françaises renouvellent leur conseil de différer tous les projets de voyage vers la Syrie et, dans l'attente d'une normalisation de la situation, recommandent aux Français dont la présence dans le pays n'est pas indispensable ou motivée par des raisons impératives de quitter provisoirement la Syrie par des moyens de transports commerciaux.

**La Cour pénale internationale lance trois mandats d'arrêt pour crime contre l'humanité en Libye.** Mouammar KADHAFI serait sur la liste. Le procureur de la CPI, Luis MORENO-OCAMPO, a évalué à des « milliers » le nombre des morts depuis le début de la révolte contre le régime de KADHAFI le 15 février, même si « *les efforts pour dissimuler les crimes ont rendu difficile* » leur décompte. Selon des diplomates, « *des attaques étendues et systématiques contre la population civile continuent d'être commises en Libye* », a assuré le procureur.

**Elections palestiniennes dans un an.** Les factions palestiniennes, dont les rivaux Fatah et Hamas, ont mis un terme à la division entre la Cisjordanie et Gaza et ouvert la voie à des élections dans un an. Des représentants de 13 groupes ainsi que des personnalités indépendantes ont signé l'accord après des entretiens avec des responsables égyptiens. Outre le Fatah au pouvoir en Cisjordanie et le Hamas qui contrôle Gaza, le Djihad islamique, le Front populaire de libération de la Palestine (gauche), le Front démocratique de libération de la Palestine (gauche) et le Parti du peuple palestinien (ex-communiste) l'ont également ratifié. Le Premier ministre israélien NETANYAHOU

entend mettre en avant cet accord pour dissuader la communauté internationale de reconnaître un Etat palestinien sans règlement préalable avec Israël.

## EUROPE

**Schengen : Bruxelles répond à la France et à l'Italie.** La Commission européenne a proposé une plus grande latitude pour rétablir les contrôles aux frontières nationales au sein de l'espace Schengen, lequel permet à plus de 400 millions de citoyens de circuler librement dans l'UE sans devoir montrer leur passeport. Elle répond ainsi aux autorités françaises, préoccupées par l'arrivée de migrants tunisiens passés par l'Italie. Le rétablissement temporaire des contrôles aux frontières nationales pourra être autorisé en cas de « *défaillance* » d'un Etat dont les confins sont les frontières extérieures de l'Union européenne, a annoncé la commissaire chargée des questions d'immigration, Cecilia MALMSTRÖM. Les contrôles aux frontières nationales pourront également être rétablis lorsqu'une partie de la frontière extérieure de l'UE est soumise à une pression migratoire extraordinaire, a-t-elle ajouté. Mme MALMSTRÖM a insisté sur le caractère temporaire de cette mesure, autorisée dans des circonstances exceptionnelles. Ses propositions seront discutées lors d'une réunion extraordinaire des ministres de l'intérieur européens le 12 mai.

**L'Union « *super-observateur* ».** L'UE a obtenu ce statut à l'ONU, qui lui offre des droits spéciaux pour parler à l'Assemblée générale. D'autres groupes régionaux, comme la Ligue arabe, l'Union africaine et la Communauté des Caraïbes pourraient maintenant rechercher un statut équivalent. L'UE avait tenté d'obtenir ce statut à l'Assemblée générale l'an dernier mais avait échoué après un vote d'opposition des petits Etats. Jusqu'à maintenant, seules les missions d'observateurs du Vatican et de l'Autorité palestinienne avaient le droit de répondre lors des débats.

**78 milliards sur 3 ans pour sortir le Portugal de la crise.** Le gouvernement portugais est parvenu à un « *bon accord* » avec l'UE et le FMI. Le Premier ministre démissionnaire, José SOCRATES a détaillé ce programme triennal : il « *définit les objectifs d'une réduction plus graduelle du déficit : 5,9% du PIB cette année, 4,5% en 2012 et 3% en 2013* ». L'UE et le FMI avaient fait savoir qu'ils exigeraient un « *programme d'ajustement* » comprenant des mesures d'austérité « *ambitieuses* » et des réformes structurelles qui engagent les principaux partis politiques portugais au-delà des élections législatives anticipées prévues le 5 juin. M. SOCRATES a toutefois précisé que cet accord ne prévoyait pas les mesures évoquées ces derniers jours, telles qu'une réduction du salaire minimum, ou encore des licenciements et des baisses de salaires dans la fonction publique.

**L'Autriche prévient.** Le chancelier Werner FAYMANN a déclaré qu'un référendum sur l'adhésion de la Turquie à l'UE serait organisé dans son pays si les négociations avec Ankara devaient aboutir à une décision favorable.

**La proportionnelle au Royaume-Uni ?** 46 millions d'électeurs britanniques sont appelés à se prononcer par référendum sur l'adoption du mode de scrutin alternatif, qui favorise les petites formations comme le parti libéral-démocrate, ou pour le maintien de l'actuel système majoritaire à un tour. Selon les sondages, seulement un tiers de l'électorat est favorable à un changement de scrutin. Les premiers résultats seront connus vendredi soir.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**FUKUSHIMA. Des ouvriers dans le réacteur.** Munis de combinaisons de protection et de bouteilles d'oxygène, deux ouvriers sont entrés dans le bâtiment du réacteur numéro 1 de la centrale de Fukushima, dans le cadre d'une opération visant à mettre en place un système de ventilation pour y faire baisser le niveau de radioactivité. Selon le porte-parole de Tokyo Electric Power (Tepco) il lui faudrait trois mois pour commencer à réduire la radioactivité et neuf mois au maximum pour refroidir les réacteurs.

**Pollution radioactive ?** Le niveau des substances radioactives a nettement augmenté en mer à une quinzaine de kilomètres au large de la centrale nucléaire. Des échantillons collectés dans le lit marin à 15 km de la centrale contiennent 1.400 becquerels de césium 137 par kilogramme, selon Tepco Electric Power (Tepco). Ce chiffre est 600 fois supérieur au niveau maximum de 2,3 becquerels trouvé jusqu'à présent au large de la côte.

**Encore des troubles en Côte d'Ivoire.** Affrontements entre l'armée ivoirienne et des miliciens fidèles au président déchu Laurent GBAGBO. Ils ont fait des victimes à Abidjan.

**Le Canada se polarise.** Stephen HARPER, le Premier ministre conservateur qui dirige des gouvernements minoritaires depuis 5 ans, a remporté les législatives. Son parti disposera à la

Chambre des Communes de 167 députés sur 308. L'opposition « orange » a gagné 102 sièges. Les libéraux (34 députés) et les indépendantistes (4 députés), ont enregistré le pire score de leur histoire, poussant leur chef à la démission.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Elle n'ira pas...** Des rumeurs sur un éventuel renoncement de Martine AUBRY à se présenter à la primaire socialiste, rapportées par Le Nouvel Observateur, ont été aussitôt démenties. Mme AUBRY a fermement nié avoir déjà fait son choix et a demandé à chacun « *un peu de patience* », en rappelant pour la énième fois que le calendrier fixé par le parti prévoyait un dépôt des candidatures à partir du 28 juin. Comme on lui demandait si l'accord de désistement entre elle et DSK tenait toujours, elle a réaffirmé : « *Nous avons toujours dit que nous étions dans la même logique politique et nous discutons avec d'autres (...), avec Laurent FABIOUS, avec Bertrand DELANOE ...* ».

**Il ira ?** La candidature de Dominique STRAUSS-KAHN ne semble plus faire de doute dans les esprits : son passage à Paris, la semaine dernière, et ses rencontres en tête-à-tête avec différents responsables socialistes ont fini de convaincre. Pour ses partisans : « *Il sera candidat, et il nous a encouragés dans notre démarche* », confie l'un d'eux, alors que les différents réseaux de soutien à DSK, plus ou moins informels, plus ou moins proches de lui, sont gagnés par une certaine effervescence. Officiellement pourtant, « *DSK n'a pas annoncé sa candidature* », et « *nul ne peut parler en son nom* », a rappelé l'un de ses proches, le député Jean-Christophe CAMBADELIS.

**HOLLANDE ira jusqu'au bout.** Troisième personnage, François HOLLANDE se tient soigneusement à l'écart du débat sur la primaire et se positionne déjà en candidat à l'élection présidentielle. Les sondages confirment pour l'instant qu'il gagne du terrain, mais reste toujours derrière Dominique STRAUSS-KAHN. « *On avance, on est déterminé* », confie l'un de ses proches. Dans l'optique d'une primaire HOLLANDE / DSK, les membres de l'aile gauche du parti, jusqu'alors soutiens de Mme AUBRY, pousseraient une candidature de Benoît HAMON, le porte-parole du PS.

**JPC revient.** Jean-Pierre CHEVENEMENT a assuré qu'il serait candidat à l'élection présidentielle de 2012 « *pour faire bouger les lignes* ». L'ancien ministre a précisé : « *j'officialiserai ma décision à l'automne* ». CHEVENEMENT a désormais « *l'intuition* » que Mme AUBRY « *n'ira pas* » à la primaire socialiste. « *Je pense que Dominique STRAUSS-KAHN a pris sa décision à l'heure qu'il est. Donc si j'ai un pronostic à formuler, c'est qu'effectivement il sera candidat* », a-t-il dit. Or le sénateur de Belfort n'a jamais caché qu'il avait de nombreux désaccords avec le directeur général du FMI. « *Sa vision de l'Europe comme une nation à construire me paraît irréaliste* », dénonce-t-il, critiquant aussi « *sa conception économique telle qu'on la voit se manifester à travers des plans d'ajustement extrêmement sévères, par exemple sur le Portugal* ».

**HULOT y est presque.** Nicolas HULOT a dit être « *à deux doigts de trouver un compromis* » sur le corps électoral pour la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts, notant ne pas être « *dans la probabilité* » de se présenter hors du parti. Actuellement, le montant pour participer à la primaire est fixé à 20 euros pour les adhérents et « *coopérateurs* » d'EELV ; M. HULOT plaide pour 5 euros afin d'ouvrir plus largement le corps électoral. Le Conseil fédéral d'EELV doit se réunir le 14 mai pour voter sur les modalités finales de la primaire.

**Nucléaire : Nicolas SARKOZY persiste.** Le Président de la République a dénoncé la peur « *irrationnelle* » et « *moyenâgeuse* » de l'énergie nucléaire. Il a « *tenu à réaffirmer la confiance de la France et des Français dans la sécurité et la compétitivité de notre filière nucléaire et de notre parc nucléaire national* ». Il a d'ailleurs confirmé des investissements supplémentaires dans la filière.

**4 bougies à l'Élysée.** L'occasion d'un bilan et l'annonce d'une action renouvelée pour la 5<sup>ème</sup> année qui débute pour le Président SARKOZY et son Premier Ministre François FILLON. La quasi-totalité des ministres et secrétaires d'Etat (à l'exception d'Alain JUPPE (Affaires étrangères), Laurent WAUQUIEZ (Affaires européennes), Henri de RAINCOURT (Coopération), et Nora BERRA (Santé) étaient présents ce jeudi matin au 9<sup>ème</sup> séminaire gouvernemental organisé à Matignon, à l'issue duquel François FILLON a tenu une conférence de presse.

**L'UMP en campagne.** Le secrétaire général de l'UMP, Jean-François COPE, a lancé « *le compte à rebours de la campagne* » pour 2012, qui s'appuiera sur la « *valorisation du bilan* » des quatre ans de présidence de M. SARKOZY et l'organisation de conventions et séminaires d'ici à novembre qui feront le projet présidentiel. Le 7 mai, l'UMP organise une journée « *Portes ouvertes* » au siège national, rue La Boétie. Le parti lance également un numéro spécial de son magazine « *l'Union* », avec un éditorial du secrétaire général vantant les « *quatre ans d'action* » de l'exécutif, une campagne d'adhésion avec

un appel à chaque sympathisant à « *devenir membre de l'équipe "Engagement 2012"* », et un tract (3,5 millions d'exemplaires) à l'effigie du président intitulé « *la République qui agit, la République qui protège* ». L'UMP a ainsi vocation à installer, convention après convention, les fondations du projet présidentiel, copiloté par le ministre Bruno LE MAIRE et le tandem des députés Valérie ROSSO-DEBORD et Jérôme CHARTIER.

**Près des trois quarts des Français** (73%, +6) jugent « *mauvais* » le bilan des 4 ans de présidence de Nicolas SARKOZY, selon une étude BVA.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Programme de réduction du déficit voté.** Le gouvernement prévoit de ramener le déficit public de 7% en 2010 à 3% en 2013, l'opposition dénonçant « *une politique d'austérité* » et prévoyant 36 milliards d'euros d'impôts en plus. « *Nous respecterons notre engagement européen* », a déclaré Christine LAGARDE en rappelant les hypothèses de croissance (2% en 2011 et 2,25% en 2012). « *Une révision à la baisse de cette hypothèse pour 2012 aurait été raisonnable* », a néanmoins fait observer le député Nouveau Centre Nicolas PERRUCHOT. Le ministre du budget, François BAROIN, a rappelé que le gouvernement maintenait la suppression de quelque 30.000 emplois à temps plein dans la fonction publique en 2012.

### Sénat

**Irrecevable.** Une proposition de loi du PS visant à condamner à un an de prison et 45.000 euros d'amende toute personne contestant le génocide arménien de 1915, a été jugé irrecevable par le Sénat. Le débat sur l'opportunité de ce texte a été très suivi dans les tribunes avec la présence entre autres de Charles AZNAVOUR, Bernard-Henri LEVY et par 800 manifestants dans la rue. Les sénateurs ont approuvé par 196 voix contre 74 une motion d'irrecevabilité de la proposition de loi. Le gouvernement n'a pas pris position, s'en remettant « *à la sagesse du Sénat* », les groupes politiques ayant décidé de laisser à leurs membres la liberté de vote. La proposition de loi, présentée par le sénateur (PS) du Val-de-Marne Serge LAGAUCHE, dans une niche réservée au groupe socialiste, à la demande expresse de la Première secrétaire du PS, Martine AUBRY, reprenait à l'identique une proposition de loi socialiste adoptée par l'Assemblée nationale en 2006.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Ordonnance** relative au code de l'énergie. / **Décret.** Plan d'action pour le milieu marin.

**Projets de loi.** Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération avec le Kazakhstan dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de l'élimination des situations d'urgence. « *Il vise à mettre en place un cadre général facilitant l'envoi et l'intervention d'équipes d'assistance de l'un des deux Etats en cas de catastrophe ou d'accident grave sur le territoire de l'autre Etat* ». / Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2011-204 du 24 février 2011 relative au code des transports.

**Communication** sur la simplification des normes.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Télécoms et la 4G** : les enchères pour les licences de téléphonie mobile de quatrième génération seront lancées fin mai en France et soumises à un plafond d'achat pour préserver la concurrence, a déclaré Eric BESSON.

**France** : 2.531 millions de demandeurs d'emploi ont été indemnisés en mars, soit 0,2% de moins qu'en février, même si le nombre d'indemnisés par l'Etat ou l'assurance chômage reste en hausse de 2,1% par rapport à mars 2010, a annoncé Pôle emploi.

**Espagne** : le nombre de chômeurs est reparti à la baisse en avril, après trois mois de hausse, à 4,27 millions, soit 1,48% de moins qu'en mars.

**444 milliards de dollars. C'est le coût de la guerre en Afghanistan pour les Américains.** Selon la Tribune. Le quotidien économique ajoute les opérations en Irak, et fait les comptes de « *l'après-11-Septembre* ». Il « *aura coûté 1.280 milliards de dollars aux contribuables américains* », dit le journal, selon lequel le maintien de troupes américaines en Irak et en Afghanistan « *pourrait faire grimper la facture totale à près de 2.000 milliards de dollars au cours des dix prochaines années* ». Pour le Prix Nobel d'économie Joseph STIGLITZ, « *le coût réel de la seule guerre en Irak serait supérieur à ... 3.000 milliards de dollars* », soit 2.000 milliards d'euros.

**Le Trésor bientôt vide.** Le Trésor américain a confirmé que la limite maximale de la dette publique fixée par le Congrès serait atteinte le 16 mai, et indiqué pouvoir retarder jusqu'au 2 août la date où le pays fera défaut sur certaines obligations si ce plafond n'est pas relevé. Le secrétaire au Trésor, Timothy GEITHNER, a mis, dans une lettre, les principaux leaders politiques au Capitole devant leurs responsabilités. Il avertit qu'un défaut de paiement des Etats-Unis aurait des conséquences « catastrophiques » et causerait « une crise financière potentiellement plus grave que celle dont [le pays commence] tout juste à se relever ».

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Résidences secondaires des Français de l'étranger : le gouvernement veut une deuxième taxe foncière.** Elle serait fixée à 20% de la valeur locative. La mesure sera présentée par François BAROIN en Conseil des Ministres avec la réforme globale de la fiscalité du patrimoine. Pourquoi ? « *Parce que les non-résidents utilisent les services publics nationaux, sans aujourd'hui les financer* » dit le Ministre du Budget, qui avait assuré il y a quelques mois que le gouvernement n'imposerait pas les Français de l'étranger sur leurs revenus. A noter que cette disposition s'ajoute au projet d' « exit tax » de 19% voulue par le gouvernement. L'immobilier locatif est exclu du dispositif. Les expatriés pour raisons professionnels seront exemptés.

**Report d'un an des élections à l'AFE.** La proposition de loi du Sénateur del PICCHIA reviendra en deuxième lecture au Sénat le 31 mai. La conférence des Présidents l'a inscrite à l'ordre du jour. Elle devrait en principe être adoptée conforme et donc considérée comme définitivement adoptée.

**Passeports :** nouvelle liste des consuls honoraires habilités à remettre les passeports publiée au JO. Elle ne concerne que la délivrance des passeports. La demande doit toujours être adressée aux consulats dotés des machines pour la prise des données biométriques.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023893963&dateTexte=&categorieLien=id>

**Message général de prudence du Quai d'Orsay à tous les expatriés.** Aucun pays ne peut se considérer à l'abri du risque terroriste. Pensez à vous faire enregistrer dès votre installation auprès du consulat de France ou de la section consulaire de l'ambassade de France.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Le train à horaires variables.** La SNCF a lancé un nouveau concept afin d'ouvrir des réservations plus tôt sur certains trains circulant sur des voies en réparation. En effet, la SNCF n'apprend auprès de Réseau ferré de France parfois que 2 semaines avant le départ si le train pourra circuler ou non.

**Voile intégral verbalisé.** 27 ou 28 femmes portant le voile intégral ont été verbalisées depuis l'entrée en vigueur de la loi, le 11 avril. Annonce de Claude GUEANT, ministre de l'Intérieur.

**Tour infernale.** Culminant à 231 mètres, dans le quartier de la Défense, la tour First est inaugurée à Paris. Ce bâtiment de 52 étages a été livré il y a quelques jours par Bouygues au fonds d'investissement américain Beacon.

## CARNET

### Décès

**Bernard STASI**, ancien ministre et médiateur de la République. Il souffrait de la maladie d'Alzheimer.

**Patrick ROY**, député-maire de Denain, connu pour interpellier vertement les ministres et pour sa musique.

Les rangs socialistes ont également perdu la députée **Françoise OLIVIER-COUCHEAU**.

**Claude CHOULES**, britannique, dernier combattant connu de la Grande Guerre, à 110 ans.

### Nominations

**Gérard GUILLONNEAU**, ancien consul général à Bilbao, serait nommé ambassadeur en Moldavie.

**Francis GUENON**, jusqu'alors premier conseiller à Abuja, devient consul général à Moscou.

**Patrick STEFANINI** se voit confier une mission sur la simplification des procédures de mise en œuvre des règles et fonds européens.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)